

Deauville

le 30 Septembre 91

Protectorat
n° 742

Article n° 11 Union

Provision le Président de la République
général d'honneur et transmette à V. S. (un nouvel
article publié dans l'"Union" en réponse à
la campagne entreprise par le "Temps" contre
le motif d'œuvre italienne

Cette communication fut faite à M. Lefebvre
en 29 de la mois 10 1721

1. 9.

H
Q

Cradan

transmis par le journal l'Union
1. 07.
29 sept. 91

27 7^{bre} 1891

Une campagne haineuse

Il n'est pas besoin de le dire : c'est cette
entreprise par la presse contre l'élément italien en
général et, en particulier, contre l'élément ouvrier.
Nous qui appartenons à la catégorie des journaux
d'opposition, nous sommes disposés à faire une
large part à la misère de l'opposition même et à
juger avec une certaine indulgence les méthodes
hypocritiques, les arguments tirés à la tire
et utiles aux besoins de la cause.

Mais est modus in rebus ! Dans ces derniers
temps, cette campagne menée contre nos ouvriers
a pris des proportions telles que nous croyons à
notre devoir d'intervenir de nouveau dans la discussion
afin de mettre nos gouvernants en garde contre
le danger possible qui apparaît. Jusqu'ici, ces
attaques furibondes ^{contre} l'administration du
Protectorat étaient, on peut le dire, localisées.
Elles consistaient en une série de violences et
surtout injustes accusations de favoritisme en
faveur des italiens, accusations qui ne sortaient
pas des frontières de la Régence et qui ne pouvaient
en ne devant être écartées étant contraire,
non seulement à tout sentiment de justice
distribuée

distributive mais aussi aux dispositions des
conventions internationales. Naturellement
les choses n'étaient et ne sont pas, dans la
pratique, favorables à l'élément italien. Quoi-
qu'en dise la Unione, il est ^{certain} ~~en fait~~ que la
promesse faite par M. Massicault à la
Conférence consultative de janvier, de favoriser
officieusement tout autre élément que l'Italien
a été tenue: Les pressions exercées sur beaucoup
d'employés pour leur faire prendre la nationalité
française, les exclusions ^{des} de nombreuses adjudications,
les recommandations spéciales à certains
entrepreneurs, les fournitures localisées le
prouvent avec exubérance. Mais, l'extrémisme
proclamé ouvertement ne s'est pas encore
produit.

Aujourd'hui, la Unione — et c'est là le
danger dont nous parlions plus haut — n'ayant
pas complètement réussi dans son but, ~~elle~~
s'adresse à un personnage important par sa
position politique et qui se trouve actuellement
en Unione, au Député Rapparteur des affaires
Unioniennes afin qu'il porte à Paris, le vœu
qui lui a été ~~l'expressément~~ ^{l'expressément} exprimé que les Italiens soient exclus
de tous travaux dans la Régence. En faisant
cela, la Unione chatouille à l'excès l'amour-
propre du Député en question ^{en} ~~qu'elle~~ l'élevant

au rôle éminent et ambitieux de sauveur de
l'influence française dans ces régions, ^{influence} menacée
par les préférences que M. Mérieux aurait
créées pour les besoins de la cause.

Et M. le Député Pichon semble s'être
laisse entraîner par le désir d'apparaître en
sauveur, une sorte de Deus ex-machina si
nous devons en croire les promesses qu'il
a faites de demain, à Paris, l'interprète de
solicitations qui à Annis, à commencer par
la Résidence de France, sont jugées à leur
juste valeur. Nous n'examinerons pas
l'étrange théorie de l'hon. Rapporteur, théorie
qui crée un droit spécial à base élastique et
susceptible d'être allongé de tous côtés au
gré de plus fort. Nous signalerons seulement
le danger que nous courrions si les idées
de persécution injuste passaient du champ
de certains journaux dans celui de la politique
militante. Il est certain que si elle était
portée dans un milieu plus élevé où les
questions sont examinées et même conduites
à leur solution ~~selon~~ d'après des sentiments
inspirés de l'amour de la patrie elle pourrait
prendre une tournure assez dangereuse.
Nous ne sommes pas amis en France et
les questions dans lesquelles l'Italien est en cause

que vis-à-vis du droit international c'est
le gouv^t de V. A. qui administre sans la
Régence et qu'en vertu des traités stipulés par
son chef il est obligé de respecter les clauses
de ces mêmes traités.

Que pro bono gracies l'Italie n'a-t-elle jamais
touché à cette épineuse question tunisienne
ou le comprend mais on ne devrait
pas trop tirer la corde parce que si elle
venait à se casser ^{l'accident offrirait certains} ~~aurait graves~~
des ^{graves} préjudices pour tout le monde.

Chronique locale

Une lettre ouverte

A propos de ce que nous disons d'autre
part au sujet de la campagne poursuivie avec
acharnement contre l'élément Italien nous
recevons, avec prière de la publier, la lettre
ouverte suivante à l'adresse du Député Pichou:

Honorable Député

Qu'un simple ouvrier ose adresser une
lettre à un honorable Député peut sembler chose
trop hardie et je m'en garderais bien s'il

ne s'agissait d'un Délégué républicain : cette
considération me donne du courage.

J'ai lu le discours que vous avez prononcé à
Sourde et que la *lunivier* a publié. J'y vois que
vous aussi, vous êtes d'avis que dans la *lunivier*
« encore autonome » l'ouvrier italien doit être
exclus des travaux payés des deniers de l'Etat.

Que de semblables théories soient soutenues
par les rédacteurs du journal en question cela
ne me surprend pas : ils ne sont pas contraires
à la maxime que la force prime le droit. Ils
crurent du 1^{er} janvier à la St-Sylvestre pour
inviter le Gouvernement à user de la force et à
opprimer le droit en face procédant, sans ambages,
à l'annexion de la *lunivier*, ce en quoi ils
sont logiques. Mais, vous êtes, vous, un
Député ~~in~~ influent qui aspire certainement à
la gloire de devenir un homme d'Etat et il
est des illusions que vous ne devriez point vous
faire.

Dans le discours que vous avez prononcé à
Sourde vous repandez la maxime précitée et vous
vous faites connaître ~~comme~~, que chez vous
au contraire, c'est toujours le droit qui prime
la force. Pourquoi donc voulez-vous, comme
d'habitude, combattre à l'étranger ce que
vous trouvez bon en France ?

C'est qu'un coup de force n'aura pas
supprimé le droit, la Tunisie sera un Etat
protégé autant que vous le voudrez mais
séparé de la France et ^{qui} après les traités que
la France elle-même a garantis, doit traiter
sur le même pied d'égalité, toutes les nations
amies.

Il n'est que trop vrai que dans l'application
de ce principe on penche facilement en faveur
de l'élément protecteur mais ce n'est pas
une raison pour que cela devienne une loi.

On ne fait pas en Tunisie de travaux
qui ne soient donnés à l'adjudication :
Si nous nous contentons de travailler bien
et à des conditions modestes pourquoi
le gouvernement tunisien devrait-il nous
mettre de côté ? Est-ce parce que nous
sommes Italiens ?

Nous ne sommes pas encore parvenus
à cet état et nous ne cessons pas
d'espérer, honorable Député que nous
n'y arriverons pas.

Veuillez me croire

Signé : M. Aurier



Don J. M.

Protectorat
n° 721

le 29 Septembre 91

Polemy, c'est la Tunisie
et l'Union

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de transmettre ci-joint. V. le
la traduction d'un article sur l'Union.

Cet article répond à une attaque ^{par voie} de la
"Tunisie" qui ~~avait~~ ^{avait} pris contre les
colonies italiennes de la Tunisie.

1. 4

Se soumettre ou se démettre !

C'est le dilemme que pose, au jour même
lire, que pose en vain la Tunisie aux italiens qui
sont vivants dans la Régence sans y reconnaître la
souveraineté française.

Dans un long article tout plein de ferre-
colère contre ces échappées des Baynes et des grisons
qui ont, toutefois, l'avantage de servir de bâton
de catapulte dans les mains des rédacteurs de la
Tunisie contre M. Massicault, l'élément italien
est traité avec une raillerie qui soulève la pitie
parcequ'elle éveille, dans les esprits, l'idée des
souffrances morales, des soucis dont doivent être
oppressés ceux qui s'acharnent ainsi contre les
italiens, surtout lorsqu'ils s'aperçoivent que
leur rang est isolé et impuissant contre la force
des choses : Si isolé et si impuissant qu'ils
leur fait oublier ce qu'ils ont écrit par le passé
et créer des contradictions qui font sourire.

N'est-ce pas, en effet, dans les colonnes de
la Tunisie et tout récemment, pas besoin, en
a hautement proclamé qu'il n'y avait lieu
de s'occuper en rien des italiens parcequ'ils
ne s'avaient leur reconnaître ni droits ni
importance qui leur permettait de
s'occuper des choses du pays ?

Comment se fait-il qu'on accuse
maintenant que les italiens sont un élément
de concurrence dangereuse pour l'élément français
que depuis quatre ans on lutte ^{par tous les moyens} ~~intensement~~ pour
les annihiler ou, tout au moins, les réduire
à merci ?

Nous ne formulerons pas de réponses à
ces questions qui ~~marquent~~ ^{relèvent} la plus
marquante contradiction ; nous laisserons
le soin de répondre à quiconque a ~~un~~
~~un~~ bon sens mais, nous nous bornerons
à constater avec plaisir que grâce à M. O.
Maddicault nous sommes et comptons
pour quelque chose ! !

Quant à savoir ~~comment~~ ^{si} le Résident
de France s'est chargé de nous protéger et
d'augmenter notre influence au détriment
de l'influence française, nous laisserons à
la vérité le soin de le prouver. La possession
de papier (sic) cause une haine inextinguible
autant à l'égard de M. Maddicault qu'à
celui des italiens : elle a confondu ces deux
haines et elle en a donné la mesure dans
l'article dont nous nous occupons.

Nous ferons en sorte de ~~les~~ séparer
ces haines parce qu'à dire vrai, celle qui s'adresse à
M. Maddicault nous intéresse médiocrement
Nous, les italiens ont le tort d'être

nombreux, de s'employer à des travaux qui
d'autre ne savent ou ne veulent pas exécuter.
D'instruire leurs enfants dans un esprit italien.
D'avoir des communications postales et
commerciales avec leur patrie, de s'immiscer
politiquement, dans les affaires politiques de
la Régence.

Ainsi qu'on le voit, le réquisitoire
contient divers chefs d'accusation, mais, la
réponse sera facile :

Les Italiens sont nombreux parce qu'ils sont
leur pays, contrairement à ce qui arrive dans
quelqu'autre, la vitalité est telle que l'émigration
est une nécessité ; ils sont nombreux en Tunisie
parce qu'ils sont ^{près} de l'Italie, bien
plus près que quelque autre peuple qui
n'émigre pas.

Ils acceptent des travaux lourds et peu
remunérés parce qu'ils sont forts, sobres et
habiles.

Ils instruisent leurs enfants ^{dans les sentiments} ~~à l'italienne~~
Italiens parce qu'ils veulent — c'est une faiblesse à eux —
que ceux-ci sentent, pensent et agissent
~~à l'italienne~~ selon ces sentiments.

Ils entretiennent des communications
postales et commerciales avec leur patrie
parce qu'ils instruisent comme il a été dit
ils servent, — en Italien — mais ils écrivent
beaucoup de lettres et font du commerce
avec leur pays et d'autres aussi bien plus
que certains statisticiens ne le prouvent.

Ils se groupent en sociétés parcequ'ils sont habitués à le faire librement chez eux malgré l'absence de toute République.

Ils s'immiscent dans les affaires politiques de la Régence parceque l'état ~~actuel~~ de choses actuel n'est pas reconnu par leur gouvernement et qu'il est nuisible à leurs intérêts moraux et matériels.

Pour ce qui est d'~~étouffer~~ cette sauterie de vie italienne nous craignons de faire concurrence à M. de la Palisse en déclarant que tout cela subsiste parcequ'en n'a pu l'en empêcher -/.

F. B. C.

Presby